

20210719 Libération

https://www.liberation.fr/international/europe/belgique-lonu-des-ong-et-deux-partis-politiques-alertent-sur-la-situation-dramatique-des-sans-papiers-en-greve-de-la-faim-20210719_XZNFC5XJSZAFHG5WXPVDMCEQNM/

[Accueil](#) / [International](#) / [Europe](#)

Droit de suite

Belgique : l'ONU, des ONG et deux partis politiques alertent sur la situation dramatique des sans-papiers en grève de la faim

Article réservé aux abonnés

Dans un courrier, deux rapporteurs spéciaux des Nations unies appellent à la délivrance d'un permis de séjour temporaire aux 450 sans-papiers en grève de la faim depuis fin mai. Plusieurs d'entre eux sont entre la vie et la mort. L'ONG Médecins du monde redoute un décès «à tout moment».



Depuis trois jours, «près de 300 grévistes» ont entamé «une grève de la soif» selon l'organisation Médecins du monde (MDM), une des ONG présente sur place qui redoute un décès «à tout moment». (F.Andrieu /Isopix/ABACA)

par [LIBERATION](#), Avec AFP
publié le 19 juillet 2021 à 17h56

«*Un drame est imminent*» : associations et partis politiques ont tiré ce lundi la sonnette d'alarme face à la santé très dégradée des 450 sans-papiers en grève de la faim à Bruxelles. L'ONU s'est même emparé du conflit qui fait tanguer le gouvernement : dans un courrier rendu public à Genève, deux rapporteurs spéciaux des Nations unies ont appelé à la délivrance d'un permis de séjour temporaire avec accès au marché du travail pour les sans-papiers.

«*Les informations que nous avons reçues sont alarmantes, plusieurs grévistes de la faim sont entre la vie et la mort*», a lancé Olivier De Schutter, l'un des deux experts qui leur avait rendu visite le 8 juillet. Le courrier demande aussi plus généralement à l'exécutif dirigé par

Alexander De Croo de prendre des mesures face aux risques de «*violation des droits humains*» auxquels sont exposés les 150 000 étrangers sans-papiers recensés en Belgique.

A lire aussi notre reportage

[**A Bruxelles, des papiers ou la mort**](#)

[Europe](#)

8 juil. 2021abonnés

Ce conflit, qui s'est durci depuis le début de l'été, menace désormais la survie de la coalition au pouvoir depuis octobre 2020 en Belgique : deux de ses plus importants partis, le PS francophone et Ecolo-Groen, ont menacé de la quitter si un décès devait survenir. Une manière d'appeler le Premier ministre «*à la responsabilité*», selon les deux formations qui demandent que le secrétaire d'Etat chargé du dossier, [le chrétien-démocrate flamand Sammy Mahdi](#), en soit officiellement déchargé.

Depuis le 23 mai, quelque 450 étrangers en situation irrégulière, principalement des Marocains et des Algériens, observent une grève de la faim dans une église du centre de Bruxelles et sur deux sites de l'Université libre de Bruxelles (l'ULB et la VUB, son pendant flamand). Le collectif qui les soutient rappelle qu'ils ont vécu et travaillé des années en Belgique, notamment dans des secteurs en manque de main-d'œuvre comme le bâtiment. Après des semaines de dialogue de sourds avec les autorités, certains viennent d'opter pour un mode d'action encore plus radical et refusent de boire.

«Grève de la soif»

Ils réclament la délivrance de permis de séjour temporaire, «*de six mois à un an*», qui offrirait un délai avant l'examen sur le fond de chaque situation, a expliqué lundi à l'AFP l'un des animateurs du comité de soutien, Anas Amara. Mais pour l'instant, Sammy Mahdi refuse ce scénario, y voyant «*une solution collective*» susceptible de déboucher sur «*des grèves de la faim dans toutes les églises du pays*». Le secrétaire d'Etat déplore que le bureau administratif ouvert près de l'église occupée pour l'examen individuel des dossiers soit peu fréquenté par les intéressés.

Depuis trois jours, «*près de 300 grévistes*» ont entamé «*une grève de la soif*» selon l'organisation Médecins du monde (MDM), une des ONG présente sur place qui redoute un décès «*à tout moment*». Michel Genet, directeur de MDM Belgique, rappelle que leur état physique est déjà très dégradé après 59 jours sans manger. Il craint aussi des suicides parmi les grévistes, «*pour la plupart en dépression majeure*». En outre, la majorité d'entre eux présente un état neurologique «*excessivement critique avec des débuts de cécité, des vertiges et pertes d'équilibre entraînant des blessures et lésions*», a averti le médecin Rose Nelki, citée dans un communiqué dimanche de MDM.

Alors que [les inondations catastrophiques](#) mobilisent les politiques et l'administration, cette autre «*urgence absolue*» a conduit Paul Magnette et Jean-Marc Nollet, présidents respectifs du Parti socialiste et d'Ecolo-Groen, à interpeller le Premier ministre. Ils ont menacé de retirer leurs ministres en cas de drame, ce qui signerait la fin de la fragile coalition de sept partis formée notamment avec les libéraux et les chrétiens-démocrates flamands. Pour Jean-Marc Nollet, ce départ relèverait de la «*pleine cohérence*» entre les propos et les actes.